

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Relations internationales (UE) > Relations Europe-Amérique latine (UE) > **Nous exprimons notre rejet de l'accord UE-Mercosur, qui ne fait (...)**

Nous exprimons notre rejet de l'accord UE-Mercosur, qui ne fait qu'intensifier une mondialisation qui détruit l'environnement et met en concurrence les peuples

jeudi 1er juin 2023, par [Autres Brésils](#), [Comité des amis du MST et de l'ENEF](#), [CRID](#), [CSIA-Nitassinan](#), [FAL](#), [ISF-Br](#), [RED-Br](#) (Date de rédaction antérieure : 27 mai 2023).

L'Accord UE-Mercosur sera à l'ordre du jour du prochain sommet des chef.fes d'États et de Gouvernements de l'Union Européenne et de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC), les 17 et 18 juillet à Bruxelles.

L'accord UE-Mercosur tend à favoriser et à renforcer un retour à la primarisation de l'économie sud-américaine, en privilégiant l'accroissement des exportations de produits agricoles (viande, soja, sucre, etc.) et de produits issus d'industries extractives. Parallèlement, l'UE pourrait voir un incrément de ses exportations des biens de production durable, tels les machines-outils, mais aussi des produits chimiques (dont des pesticides interdits en UE). En 2019, le Brésil était le deuxième plus gros acheteur de pesticides interdits en Europe qui empoisonnent les gens et les sols de ses citoyen.nes et, in fine, les consommateurs et consommatrices européen.nes.

Le schéma d'échanges qui en découle représente une forme de néo-colonialisme (échange de matières premières contre des produits manufacturés). L'accord va favoriser l'agro-business au détriment de la protection de l'environnement et de l'agriculture familiale paysanne. À titre d'exemple, la superficie utilisée pour la seule culture du soja dans le Mercosur en 2019, équivaut aujourd'hui à la taille de la France, troisième plus grand pays du continent européen. Or, cette superficie s'étend et s'étendra nettement plus vite si l'accord est signé. Au Brésil, il faudra encore davantage déforester, déplacer des peuples autochtones de leurs territoires pour étendre les zones de culture et répondre aux quotas d'exportation. Tout en n'apportant aucune garantie de sécurité alimentaire pour les populations les plus démunies, cet accord empirerait une situation déjà très délicate à laquelle Jair Bolsonaro, président de 2018 à 2022, a sciemment contribué en encourageant les atteintes aux droits fondamentaux, à la démocratie et à l'environnement.

Parallèlement, de par la conclusion de cet accord, les conflits d'usage et pour l'accès à la terre en Amérique latine vont aller croissant, toujours au détriment de l'agriculture familiale paysanne et des Sans Terre. L'heure n'est plus à une mondialisation qui fait de l'intérêt des multinationales un objectif supérieur à la protection de la planète, aux droits sociaux et aux droits des populations. La voix des peuples impactés par cet accord doit être écoutée et nous dénonçons toute manœuvre stratégique pour contourner le contrôle démocratique sur cet accord.

Nous rejetons aussi le tour de passe-passe de la Commission européenne proposant un « protocole additionnel » censé ajouter des engagements des pays du Mercosur, notamment du Brésil, en matière de lutte contre la déforestation et contre le dérèglement climatique. En fin de compte, il

laisse totalement inchangé le volet agricole et ne vise aucunement à rediscuter le contenu de l'accord. Il est clairement destiné à contrer les critiques légitimes des citoyen·nes, parlementaires, universitaires et chercheurs·euses qui s'y opposent.

Avec le collectif national Stop CETA-Mercosur, notre Coalition appelle ses partenaires en France et au Brésil, à unir leurs efforts des deux côtés de l'Atlantique, à se mobiliser pour bloquer le projet d'accord. Nous considérons qu'il y a bien mieux à proposer qu'un accroissement des échanges commerciaux comme une fin en soi. L'approfondissement des rapports entre l'UE et les pays du Mercosur doit passer par davantage de coopération, de solidarité et de responsabilité commune pour les enjeux environnementaux et démocratiques !

Organisations signataires : Autres Brésils, Comité des amis du MST et de l'ENEF, Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan), CRID, France Amérique Latine, Internet Sans Frontières - Brésil (ISF-Br), Réseau Européen pour la démocratie (RED.Br)
